



**Le bien-être animal.
Dans le monde entier.**

QUATRE PATTES RAPPORT FINANCIER

Exercice 2024

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Table des matières

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels	4
BILAN	7
COMPTE DE RESULTAT	11
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS	13
1. Objet social, moyens de mise en œuvre et missions sociales.....	13
1.1 Objet social	13
1.2 Moyens de mise en œuvre	14
1.3 Définition des missions sociales de l'association	14
2. Faits caractéristiques de l'exercice.....	16
3. Règles et méthodes comptables	16
3.1 Immobilisations incorporelles.....	17
3.2 Immobilisations corporelles	17
3.3 Créances	17
4. Indemnité de fin de carrière	18
5. Honoraires du commissaire aux comptes.....	18
6. État des immobilisations.....	19
7. État des amortissements.....	20
8. État des échéances des Créances.....	21
9. État des échéances des Dettes	21
10. Comptes de régularisation – Actif	22
11. Comptes de régularisation – Passif	22
12. Variation des fonds propres	23
13. Tableau de variation des Fonds dédiés	24
14. Tableau des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024	25

15.	Tableau des effectifs	26
16.	Legs, donations et assurances-vie	27
17.	Introduction au CROD et au CER	27
18.	Note explicative sur le CROD	28
18.1	Produits et charges par origine et destination.....	28
18.2	Contributions volontaires	29
18.3	Règle d'emploi des ressources.....	30
18.3.1	Les Charges par destination.....	30
18.3.2	Fonds issus de la générosité du public	30
18.3.3	Autres ressources et leur emploi.....	31
19.	Le Compte de Résultat par Origine et Destination.....	32
20.	Note explicative sur le CER	34
21.	Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public	35

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Association QUATRE PATTES

6 rue Charles Floquet
92120 MONTROUGE
France

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ALBRIZIO GIOACCHINO
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
5 rue Primatice
75013 PARIS

Tél. 06 76 79 70 83

Courriel : ga@albrizio-associes.fr

ASSOCIATION QUATRE PATTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs, les membres de l'assemblée générale de l'Association QUATRE PATTES.

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association QUATRE PATTES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

➤ **Compte Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public**

Dans le cadre de mes appréciations des principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites en annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables depuis le 1^{er} janvier 2020 et ont été correctement appliquées sur cet exercice comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'assemblée générale

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
Giacchino ALBRIZIO



BILAN

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	76 230	61 471	14 759	40 169
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	37 860	17 961	19 899	24 927
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	15		15	
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	7 050		7 050	7 050
	TOTAL (I)	121 155	79 432	41 723	72 146
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations	12 938		12 938	
	Autres créances	6 146		6 146	7 038
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 030 818		1 030 818	706 961
	Charges constatées d'avance	8 340		8 340	12 389
	TOTAL (II)	1 058 242		1 058 242	726 388
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 179 397	79 432	1 099 965	798 534
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					7 050
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	100 000	
	Autres		
	Report à nouveau	56 556	95 161
	Excédent ou déficit de l'exercice	473 339	61 395
	Total des fonds propres (situation nette)	629 895	156 556
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	629 895	156 556
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		300 000
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		300 000
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	88 417	85 721
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	91 385	79 618
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	290 268	176 639
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	470 069	341 978
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 099 965	798 534
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	473 339,48	61 394,74
	(1) Dont à moins d'un an	470 069	341 978
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	446 582	272 892
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	30 000	
	Contributions financières	1 765 321	1 500 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés	300 000	
	Autres produits	312	474
Total des produits d'exploitation		2 542 214	1 773 365
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	702 621	668 647
	Aides financières	290 268	176 639
	Impôts, taxes et versements assimilés	69 609	14 128
	Salaires et traitements	712 414	386 274
	Charges sociales	257 587	134 089
	Dotation aux amortissements et dépréciations	36 257	32 192
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		300 000
	Autres charges	7	2
Total des charges d'exploitation		2 068 763	1 711 971
RESULTAT D'EXPLOITATION		473 451	61 395

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		473 451	61 395
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	511	
	Total des produits financiers	511	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		511	
RESULTAT COURANT avant impôts		473 962	61 395
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	622	
	Total des charges exceptionnelles	622	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(622)	
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		2 542 725	1 773 365
TOTAL DES CHARGES		2 069 386	1 711 971
EXCEDENT ou DEFICIT		473 339	61 395
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

1. Objet social, moyens de mise en œuvre et missions sociales

Au regard du règlement comptable N° 2018-06, Art. 432-10 La définition des missions sociales et des moyens à mettre en œuvre relève d'une décision de gestion prise par l'organe habilité, en conformité avec l'objet de l'entité.

Dans ce contexte, le Conseil d'Administration de l'association QUATRE PATTES définit dans le présent document ses missions sociales et les moyens pour les mettre en œuvre.

Le présent document permet également de rappeler les dépenses comprises dans les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement.

1.1 Objet social

L'Objet de l'association QUATRE PATTES, tel qu'indiqué dans ses Statuts, est le suivant :

L'association a pour objet, à titre non lucratif, en France et à l'étranger, d'exercer toute activité d'intérêt général centrée sur la protection des animaux.

Dans ce cadre, elle aura notamment pour but de promouvoir un comportement humain approprié envers les animaux en :

- assurant ou contribuant, par tous moyens en son pouvoir, à la protection, à la défense et à la sécurité des animaux malades, maltraités en danger ou errants ;
- veillant à l'élaboration et au respect de règles juridiques de protection des animaux ;
- sensibilisant un large public sur la nécessité de la protection animale, de la prévention de la cruauté, de la sauvegarde des espèces en danger et du respect de leur habitat, ainsi que la nécessité d'adopter un régime alimentaire adéquat pour limiter son impact sur l'environnement.

L'objectif de l'association est de garantir le respect et l'éthique du projet associatif du réseau FOUR PAWS, d'aider à l'émergence de nouveaux projets et contribuer à leur structuration, et faciliter le partage de bonnes pratiques et la montée de compétences au sein du réseau.

1.2 Moyens de mise en œuvre

L'association dispose de tous les moyens d'action possibles et légaux au regard de ses capacités pour réaliser son objet, notamment :

- la collecte de fonds par tous moyens dont la réalisation de campagnes d'appel à la générosité du public ;
- la réalisation de recherches et d'études et la publication de tout ou partie des résultats de ces recherches ;
- l'édition de toutes publications, ouvrages, brochures, rapports, prospectus, revues et documents d'information ;
- l'organisation de formations, de conférences, de colloques, et de séminaires ;
- l'achat, la location ou l'échange de tout bien meuble ou immeuble pouvant s'avérer nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association ;
- l'emprunt et la levée de fonds pour les besoins de l'association aux conditions et avec les garanties qui semblent pertinentes ;
- la fourniture de toutes prestations de services ou la vente de tous produits, susceptibles de se rattacher, directement ou indirectement, à ses activités ;

L'association peut engager toutes autres actions en coopération avec des partenaires (du réseau FOUR PAWS, ou académiques, médias, société civile, ONG, autorités publiques, entreprises, autres associations, citoyens, etc.) visant la poursuite de son objet social.

1.3 Définition des missions sociales de l'association

Les frais affectés aux missions sociales de l'association QUATRE PATTES sont tous les frais directs et indirects permettant à l'association de mettre en œuvre son objet statutaire, incluant toutes les activités et services rendus pour réaliser ces missions.

Ainsi, les missions sociales incluent :

- Tout projet visant à améliorer le bien-être animal et la protection des animaux en France et partout dans le monde.
- Les actions de sauvetage et/ou l'apport de soins vétérinaires et de nourriture aux animaux malades, maltraités, détenus dans de mauvaises conditions, en danger ou errants, cédés par leur détenteur ou saisis par les autorités.
- Les campagnes de stérilisation d'animaux errants.

- La création, l'agrandissement, la maintenance ou le soutien aux sanctuaires ou refuges permettant l'accueil d'animaux sauvages ou domestiques sauvés de maladie, maltraitance, de mauvaises conditions de détention, de dangers ou de l'errance.
- L'analyse juridique, par un employé de QUATRE PATTES ou un consultant externe, des lois actuelles dont l'amélioration permettrait de mieux protéger les animaux et/ou l'analyse juridique des projets législatifs ou réglementaires envisageables pour améliorer la protection des animaux.
- La traduction de textes, publications et documents – d'une langue étrangère vers le Français ou vice-versa –, permettant d'utiliser ces documents pour faire avancer la protection animale en France et partout dans le monde.
- La rencontre et l'échange avec les politiques, autorités, représentants, industries, universitaires, ambassadeurs, parties prenantes et autres acteurs du bien-être animal, dans l'optique de faire avancer la cause animale en France et partout dans le monde.
- Le plaidoyer auprès des décideurs politiques ou industriels dans le but de faire connaître les enjeux de protection animale et de faire avancer la cause animale en France et partout dans le monde.
- Le plaidoyer, l'éducation et la sensibilisation auprès du public, des décideurs et de toute partie prenante pertinente pour faire avancer la cause animale en France et partout dans le monde.
- La réalisation d'actions et de campagnes permettant de sensibiliser, mobiliser et communiquer auprès d'un large public et/ou des décideurs politiques et/ou des industries sur la cause animale et de faire avancer le bien-être animal en France et partout dans le monde.
- L'adhésion à des coalitions à but non-lucratif mettant en œuvre des projets répondant aux missions sociales mentionnées dans le présent document.
- Le financement d'organisations à but non-lucratif mettant en œuvre des projets répondant aux missions sociales mentionnées dans le présent document.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 montre un total de 1 099 965 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 473 339 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

- Il n'y a pas d'élément significatif postérieur à la clôture à signaler.
- Il n'existe pas au sein de l'association de contribution volontaire.
- Pour l'année 2024, du fait du développement significatif de l'association QUATRE PATTES, il a été nécessaire de recourir à une aide financière extérieure.

L'association a réalisé une demande de financement, qui a été acceptée par l'organisation de protection animale VIER PFOTEN International - gemeinnützige Privatstiftung, pour un montant de 1 760 000 €.

3. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à

but non lucratif, qui réforme les règlements CRC 99-01 et ANC du 5/12/2020. En outre, nous avons appliqué pour la première année le règlement ANC n°2022-04 qui introduit de nouvelles dispositions dans le règlement ANC n° 2018-06.

En 2023, un changement de méthode comptable est intervenu, qui n'a pas d'impact sur les comptes. Nous avons appliqué pour la première année le règlement ANC n°2022-04 qui introduit de nouvelles dispositions dans le règlement ANC n° 2018-06 sur la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant d'un Etat étranger, d'une personne morale étrangère, d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou d'une personne physique non-résidente en France, à présenter dans l'annexe des comptes annuels.

3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- | | | |
|---|------------------------------------|-----------|
| - | Plateforme Clouderia | 3 ans |
| - | Mobilier | 3 ans |
| - | Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans |

3.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Indemnité de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 280 Euros.

6. État des immobilisations

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluation:	Acquisitions:	Virt p.a.p.	Cessions:	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	76 230					76 230
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	76 230					76 230
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	5 513					5 513
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	26 528		5 819			32 347
	Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		32 041		5 819			37 860
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES TITRES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés			15			15
	Prêts et autres immobilisations financières	7 050					7 050
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 050		15			7 065
TOTAL		115 321		5 834			121 155

7. État des amortissements

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	36 061	25 410		61 471
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	36 061	25 410		61 471
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	1 170	1 378		2 549
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	5 943	9 469		15 412
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 113	10 848		17 961
TOTAL		43 175	36 257		79 432

8. État des échéances des Créances

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	7 050		7 050
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	3 896	3 896	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations	12 938	12 938	
	Débiteurs divers	2 250	2 250	
	Charges constatées d'avance	8 340	8 340	
	TOTAL DES CREANCES	34 475	27 425	7 050
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

9. État des échéances des Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	88 417	88 417		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	30 274	30 274		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56 829	56 829		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	4 282	4 282		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	290 268	290 268		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	470 069	470 069		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

10. Comptes de régularisation – Actif

Etat exprimé en euros	01/01/2024	12	01/01/2023	12	Variations	%
	31/12/2024	mois	31/12/2023	mois		
Autres créances	6 146	0,56	7 038	0,88	(892)	-12,67
RRR A OBTENIR/AVOIRS NON RECUS	2 250	0,20	7 038	0,88	(4 788)	-68,03
ETAT-CH. A PAYER-PROD.A RECEV.	3 896	0,35			3 896	

11. Comptes de régularisation – Passif

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		125 074
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		79 964
<i>FOURN FACTURES NON PARVENUES</i>	<i>79 964</i>	
Dettes fiscales et sociales		45 110
<i>PERSONNEL-CH A PAY ET PR A REC</i>	<i>214</i>	
<i>DETTE PROV PR CONG A PAYER</i>	<i>30 060</i>	
<i>AUTRES CHARGES A PAYER</i>	<i>14 836</i>	

12. Variation des fonds propres

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité		100 000			100 000
Autres réserves					
Report à nouveau	95 161	(38 605)			56 556
Excédent ou déficit de l'exercice	61 395	(61 395)	473 339		473 339
Situation nette	156 556		473 339		629 895
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	156 556		473 339		629 895

13. Tableau de variation des Fonds dédiés

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Reports en fonds dédiés	300 000		300 000				
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	300 000		300 000				

14. Tableau des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024

Tableau des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024

Etat du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
AUTRICHE	01/01/2023	Personne morale	aide financière	directe	virement bancaire	1 760 000,00 €
SUISSE	18/11/2024	Personne morale	Dons	directe	virement bancaire	5 321,17 €
TOTAL						1 765 321,17 €

Au titre de l'article 431-12, L'entité doit fournir des informations financières sur les transactions avec les contreparties (personnes physiques ou morales), à savoir :

Désignation de la contrepartie : FOUR PAWS International, Autriche

Nature de la relation : Contributions financières

Montant des transactions : 1 760 000 €

Toute autre information utile : FOUR PAWS INTERNATIONAL et QUATRE PATTES coopère pour le bien-être animal. FOUR PAWS INTERNATIONAL finance et supporte QUATRE PATTES dans ses actions de protection du bien-être animal.

15. Tableau des effectifs

Effectif moyen de l'année 2024

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	4,78	0
Non cadres	7,63	0
TOTAL	12,41	0

Le personnel équivalent temps plein est de 12,41 salariés sur l'année 2024.

16. Legs, donations et assurances-vie

Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS			
Montant perçu au titre d'assurances-vie			
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9		30 000	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations			
Total des produits		30 000	
CHARGES			
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations			
Total des charges			
SOLDE		30 000	

17. Introduction au CROD et au CER

Le règlement ANC 2018-06 a introduit l'obligation pour l'association, relevant des articles 3 et 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991, d'établir les éléments suivants afin de rendre compte de l'emploi de ses ressources :

- un compte de résultat par origine et destination défini l'article 432-2 ;
- un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément la loi n° 91-772 du 7 août 1991 défini l'article 432-17 ;
- les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

Ces éléments sont présentés aux articles 18, 19, 20 et 21 ci-après.

Le Compte de résultat par origine et destination (CROD) constitue une version analytique du compte de résultat par nature. Il vise à apporter une information comptable sur le modèle socio-économique de chaque entité et à mettre en évidence, dans l'activité globale ce qui relève de la générosité du public. Le CROD forme avec le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) un ensemble cohérent qui présente ce qui se rattache à la générosité du public, en emplois comme en ressources.

Les charges ou emplois sont ventilés, dans trois rubriques d'emploi qui sont les Missions Sociales, les Frais de Recherche de Fonds et les Frais de Fonctionnement. Les ventilations entre rubrique ont été validées par le Conseil d'Administration.

18. Note explicative sur le CROD

18.1 Produits et charges par origine et destination

- Produits liés à la générosité du public : Ils sont constitués des Dons (446 581,50 €) et d'un legs à recevoir (30 000,00€);
- Produits non liés à la générosité du public : Ils sont constitués essentiellement de l'aide financière du réseau FOUR PAWS international (1 760 000,00 €) , ainsi qu'une aide financière de Swiss Philanthropy Foundation (5 321,17€) et de la reprise du fonds dédiés de 2023 (300 000€);
- Missions sociales (975 380 €) – Elles comprennent les activités suivantes répondant à l'objet social de l'association :
 - Tout projet visant à améliorer le bien-être animal et la protection des animaux en France et partout dans le monde.
 - L'analyse juridique des lois actuelles dont l'amélioration permettrait de mieux protéger les animaux et l'analyse juridique des projets législatifs ou réglementaires envisageables pour améliorer la protection des animaux.
 - La traduction de textes, publications et documents – d'une langue étrangère vers le Français ou vice-versa –, permettant d'utiliser ces documents pour faire avancer la protection animale en France et partout dans le monde.
 - La rencontre et l'échange avec les politiques, autorités, représentants, industries, universitaires, ambassadeurs, parties prenantes et autres acteurs du bien-être animal, dans l'optique de faire avancer la cause animale en France et partout dans le monde.
 - Le plaidoyer auprès des décideurs politiques ou industriels dans le but de faire connaître les enjeux de protection animale et de faire avancer la cause animale en France et partout dans le monde.
 - Le plaidoyer, l'éducation et la sensibilisation auprès du public, des décideurs et de toute partie prenante pertinente pour faire avancer la cause animale en France et partout dans le monde.
 - La réalisation d'actions et de campagnes permettant de sensibiliser, mobiliser et communiquer auprès d'un large public et/ou des décideurs politiques et/ou des industries sur la cause animale et de faire avancer le bien-être animal en France et partout dans le monde.

- L'adhésion à des coalitions à but non-lucratif mettant en œuvre des projets répondant aux missions sociales mentionnées dans le présent document.
- Frais de recherche de fonds : Ils sont constitués pour 652 541 € des frais d'appels à la générosité du public, qui correspondent aux :
 - frais d'appel à dons, quelle que soit la forme de ces dons (en nature, donations, legs, assurances-vie) auprès des entreprises et des particuliers. La publicité ou l'appel à dons peut se faire sous de multiples formes : campagnes publicitaires, par envoi postal, par médias sociaux, spots publicitaires, etc. ;
 - les frais de traitement des dons ;
 - les prestations de services de collecte ou de traitement des dons ;
 - les frais de tenue, de location ou d'acquisition de fichiers de donateurs.
- Les frais de fonctionnement sont constitués pour 405 207 € des dépenses suivantes :
 - toutes les charges de personnel des services administratifs du siège, (direction, secrétariat, comptabilité et ressources humaines) à l'exclusion du prorata du temps passé par ces salariés aux missions sociales et/ou à la recherche de fonds ;
 - par répartition au prorata de la masse salariale, toutes les charges liées au siège, n'ayant pas été imputées en missions sociales avec les charges normales de fonctionnement : accueil, frais généraux, entretien, employés de ménage, etc. ; charges rattachées à la gestion financière (intérêts sur emprunt par exemple) ;
 - les dépenses de communication institutionnelle : se distinguant de la communication sur les actions, de la communication de plaidoyer et de sensibilisation aux causes défendues par l'association ;
 - les frais juridiques liés directement à la gouvernance ou au fonctionnement de l'association, et n'ayant pas été imputées en missions sociales.
- Les Dotations aux provisions et dépréciations sont constitués pour 36 257 € des frais d'amortissement du matériel informatique, mobilier et d'une plateforme dédiée au développement de la relation avec nos soutiens.

18.2 Contributions volontaires

L'association n'a eu aucun bénévole en 2024, elle n'a reçu aucun don en nature ni de prestation en nature.

18.3 Règle d'emploi des ressources

18.3.1 Les Charges par destination

Les charges sont ventilées suivant des clés de répartitions aux rubriques du CROD. Elles sont définies sur les bases suivantes :

- Les projets portés par le pôle Communication sont répartis entre la mission sociale de sensibilisation, mobilisation, plaidoyer, et les frais de fonctionnement lorsqu'il s'agit de communication institutionnelle.
- Les projets portés par le pôle Fundraising sont répartis entre :
 - o les frais d'appel à la générosité du public, en majorité ;
 - o la mission sociale de sensibilisation, mobilisation, plaidoyer ;
 - o les frais de fonctionnement lorsque les messages au public relève de la communication institutionnelle.

Ainsi, nous considérons qu'une partie des frais issus de ce pôle permet de sensibiliser le grand public à nos actions, sans qu'il devienne par ailleurs donateur. En outre, le pôle Fundraising permet de faire connaître l'association afin d'accroître la mobilisation autour de ses actions et d'augmenter son impact.

- Les projets portés par le pôle Programmes sont placés dans la mission sociale car ils répondent intégralement à la définition et aux objectifs portés par les missions sociales telles que définies par l'association.
- La masse salariale est répartie en fonction du temps passés par les pôles sur les différents projets permettent de calculer les pourcentages de répartition entre les différentes rubriques du CROD.

18.3.2 Fonds issus de la générosité du public

A compter de l'exercice comptable 2022, la priorité d'emploi des ressources (ou produits) pour l'élaboration du CROD consiste pour la part non affectée des ressources (non dédiées à un projet défini) à employer en priorité les ressources issues de la générosité du public.

Le Conseil d'Administration a également décidé de ne pas présenter les dotations aux provisions et dépréciations ainsi que les reprises de provisions et dépréciations dans la colonne " Dont générosité du public " du CROD considérant que :

- seules les charges réellement engagées et générant des décaissements effectifs peuvent faire l'objet d'un emploi des fonds issus de la générosité du public et figurer à ce titre dans les charges de la colonne "Dont générosité du public" du CROD ;

- seuls les produits générant des encaissements effectifs issus de la générosité du public peuvent figurer dans les produits de la colonne "Dont générosité du public" du CROD.

Les fonds issus de la générosité du public sont employés selon la répartition suivante :

- Missions sociales 65%
- Frais de recherche de fonds 25%
- Frais de fonctionnement 10%

Cette répartition permet à l'argent des donateurs d'être utilisé en priorité pour les missions sociales définies à l'article 1.3, tout en contribuant également au fonctionnement et à l'acquisition des finances nécessaires à la survie de l'association qui est encore en développement.

18.3.3 Autres ressources et leur emploi

Le reliquat des charges telles que présentées dans le CROD sont intégralement financées grâce à l'aide financière apportée par l'organisation de protection animale VIER PFOTEN International.

19. Le Compte de Résultat par Origine et Destination

Compte de Résultat par Origine et Destination 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	1.1 Cotisations sans contrepartie		
	1.2 Dons, legs et mécénat		
	- Dons manuels	446 582	272 892
	- Legs, donations et assurances-vie	30 000	
	- Mécénat		
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
	2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	2.1 Cotisations avec contrepartie		
	2.2 Parrainage des entreprises		
	2.3 Contributions financières sans contrepartie	1 765 321	1 500 000
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	822	474
	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		
	4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
	5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	300 000	
Total des produits par origine		2 542 725	1 773 365
CHARGES PAR DESTINATION	1 - MISSIONS SOCIALES		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme	685 112	429 869
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France		
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	290 268	176 639
	2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public	652 541	521 362
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
	3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	405 207	251 909
	4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	36 257	32 192
	5 - IMPOT SUR LES BENEFICES		
	6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE		300 000
	7 - VALEURS NETTES COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	7.2 Autres produits non liés à la générosité du public		
Total des charges par destination		2 069 386	1 711 971
EXCEDENT OU DEFICIT		473 339	61 395

CROD (suite)

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
B - Contributions volontaires en nature	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL				
Charges par destination				
Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
Contributions volontaires à la recherche de fonds				
Contributions volontaires au fonctionnement				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL				

20. Note explicative sur le CER

Les informations figurant dans le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 correspondent strictement aux informations relevant de la générosité du public figurant dans le compte de résultat par origine et destination.

Tel qu'explicité à l'article 18.3.2, il a été décidé pour l'exercice comptable 2024 d'employer en priorité les ressources issues de la générosité du public. De ce fait, l'intégralité des ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés) ont été utilisées en 2024.

21. Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

1/2

(loi n° 91-772 du 7 août 1991)

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	31/12/2023		31/12/2024	31/12/2023
EMPLOIS PAR DESTINATION	12 mois	12 mois	RESSOURCES PAR ORIGINE	12 mois	12 mois
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	19 500		1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	446 582	272 892
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	30 000	
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	290 268	176 639	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	119 145	68 725			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
	47 668	27 528			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	476 582	272 892	TOTAL DES RESSOURCES	476 582	272 892
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	476 582	272 892	TOTAL	476 582	272 892
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		



Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

(loi n° 91-772 du 7 août 1991)

2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023			31/12/2024	31/12/2023
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	12 mois	12 mois	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	12 mois	12 mois		
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Réalisées en France			Bénévolat				
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT							
TOTAL			TOTAL				

Tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	12 mois	12 mois
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE		
(-) Utilisation		
(+) Report		
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC FIN D'EXERCICE		